

50 ans de Françafrique, ça suffit !

Arrêtons le soutien aux dictateurs ! Soutenons les peuples africains !

Le 14 juillet à Paris, des unités militaires de 14 pays africains défilèrent sur les Champs - Elysées, au côté des troupes françaises. Convoqués par Nicolas Sarkozy, les chefs d'État, amis de toujours de la France et des réseaux de la Françafrique : les Gnassingbé (Togo), Bongo (Gabon), Compaoré (Burkina Faso), Déby (Tchad), Sassou Nguesso (Congo Brazzaville), Biya (Cameroun) seront présents dans la tribune présidentielle.

Ceux-là, ainsi que d'autres dictateurs et putschistes, responsables pour certains du massacre d'une partie de leur population et du maintien de celle-ci dans la pauvreté, viendront s'assurer du soutien politique, économique et militaire et de leur enrichissement personnel auprès de leur ancienne puissance coloniale.

La France qui, durant la colonisation, avait abondamment pillé les ressources et utilisé les peuples comme réservoir de main d'œuvre, poursuit depuis 50 ans sa politique par tous les moyens, au détriment du développement des pays concernés, ce qui amène de nombreux africains à migrer pour nourrir leurs familles.

Dans la plupart des pays concernés, les gouvernements de la France ont éliminé ou se sont rendus complices des assassinats de leaders qui ont combattu pour l'indépendance de leur pays comme Patrice Lumumba, Medhi Ben Barka, Félix Moumié, Ruben Um Nyobé, Ernest Ouandié, Thomas Sankara, Sylvanus Olympio, Farhat Hached...

Les autorités françaises ont mis en place des dictateurs, intégrés dans les réseaux de la Françafrique où ils côtoient l'Etat major de l'Armée, l'Elysée et des grandes entreprises comme Total, Bouygues, Bolloré, ou Areva. De l'Afrique de l'Ouest au Maghreb où Ben Ali et Mohamed VI prospèrent sur le dos de leurs peuples, l'héritage du colonialisme est toujours présent.

Aujourd'hui encore, la plupart des élections dans ces pays sont truquées, les opposants souvent emprisonnés, parfois torturés ou assassinés, par ceux là même qui défilèrent le 14 juillet, avec la complicité des autorités françaises.

A cette politique françafricaine s'ajoute une agriculture exportatrice européenne et la recolonisation des terres qui détruisent les productions locales, accélèrent le réchauffement climatique et contraignent les paysans africains à fuir les campagnes ou à migrer vers l'Europe. Cette « Europe Forteresse » qui fabrique des sans papiers, les exploite et les expulse sous couvert d'accords de réadmission codifiés dans la Directive Européenne de la Honte, au mépris de la Convention Européenne des Droits de l'Homme.

CONTRE :

- Le soutien de la France aux dictateurs qui vivent impunément des rapports néocoloniaux au détriment du développement de leurs pays et du bien-être des populations ;
- La torture, les massacres, les assassinats politiques, les trafics d'armes, et l'impunité de leurs auteurs et de leurs complices ;
- La vie chère et la hausse des produits de première nécessité en Afrique ;
- Le pillage du continent par les pays riches par le biais de leurs multinationales, de la Banque Mondiale et du FMI ;
- L'impunité, la criminalité financière et les paradis fiscaux et judiciaires ;
- La politique africaine de la France menée par Nicolas Sarkozy et ses prédécesseurs.

POUR :

- La démocratie et des élections libres et transparentes ;
- Le respect des droits humains ;
- L'annulation de la dette illégitime payée par les peuples africains ;
- L'accès de tous à l'alimentation, à l'eau, à la santé, à l'éducation, à l'emploi, à l'habitat, et à la justice ;
- Une vraie mobilisation contre le Sida et le paludisme ;
- La régularisation de tous les Sans Papiers : Grévistes en lutte depuis 8 mois et Marcheurs partis de Paris le 1er Mai pour aller interpellier les dictateurs africains réunis à Nice le 31 mai, tous ensemble unis et déterminés dans un combat commun ;
- La fermeture des bases militaires françaises en Afrique et l'arrêt de l'aide militaire et policière française aux dictateurs sous couvert d'Aide Publique au développement.

Nous, organisations françaises et africaines, exigeons un partenariat entre l'Europe et l'Afrique pour le développement et l'émancipation de l'Afrique hors de la tutelle du gouvernement français.

Manifestons contre la Françafrique !

Place de la République (Angle du Bd Magenta), Paris, le 13 juillet, à 18 h.

MANIFESTATION

50 ans de Françafrique

ça suffit!



Mardi 13 Juillet 18h
De République au Ministère de la Régularisation
de Tous les Sans Papiers (14 rue Baudelique M° Simplon)
où aura lieu à 21h le
Bal anticolonial

Ne coller qu'aux endroits autorisés

Imprimeur 3A

www.sortirducolonialisme.fr

www.anticolonial.net

www.survie.org

contact@anticolonial.net

contact@survie-paris.org

Premiers signataires : Sortir du Colonialisme, Survie, Union des Populations du Cameroun, CODE (Collectif des Organisations Démocratiques et Patriotiques de la Diaspora Camerounaise), CNR-MUN (Conseil National pour la Résistance - Mouvement Umnyobiste Cameroun/Allemagne), Mouvement panafricaniste de Munich (AK Panafrikanismus München), Fédération des Congolais de la Diaspora (Congo-Brazzaville), ACTUS / prpe (Tchad), CAAC Comores, Attac Gabon, PCOT, FTCT (Tunisie), La Voie Démocratique (Maroc), Comité pour le Respect des Libertés et des Droits Humains au Sahara Occidental (CORELSO), Collectif Gazy Tia Tanindrazana (GTT, Madagascar), ARD (Alliance Républicaine pour le Développement, Djibouti), Uguta-Toosa (Djibouti), AFASPA, MRAP, Droits Devant, CEDETIM, IPAM, ACCA - Agir aujourd'hui contre le Colonialisme, Afriques en lutte, Respaix Conscience Musulmane (RCM), Réveil des Consciences, « 93 au cœur de la République », L'Association Culturelle des Travailleurs Immigrés de Turquie (ACTIT), Anges Gardiens du Gabon, Plate Forme de Veille et d'Actions pour le Gabon, Ministère de la Régularisation de Tous les Sans papiers, CNT, Union Syndicale Solidaires, les Alternatifs, NPA, Parti des Indigènes de la République (PIR), FASE, Parti de Gauche, PCF, Les Verts